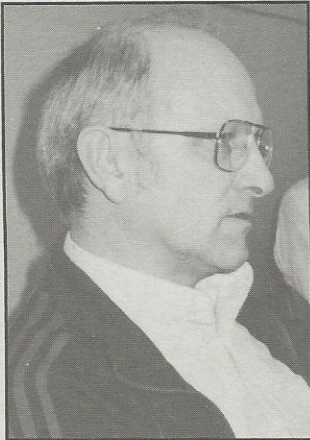


## POURSUIVRE DANS L'HARMONIE L'ÉDIFICATION DU PAYS



Camille Piché, o.m.i.  
Président  
Comité oblat Justice et Paix

Les propos qu'a tenus, le 9 janvier 1992, le premier ministre de l'Alberta, **Don Getty**, concernant la *Loi sur les langues officielles* et le multiculturalisme ont étonné et consterné un secteur important de la population albertaine.

Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée travaillent depuis plus de 130 ans avec les francophones de l'Alberta. Ils savent ce que ces derniers ont contribué de travail et d'énergie à la construc-

tion de cette province. Les Oblats se sont toujours intéressés en outre aux groupes ethniques qui sont venus s'établir dans cette partie du pays et qui, dans une large mesure, en ont façonné l'image.

Les lois que le gouvernement du Canada a adoptées pour assurer la protection des minorités nous semblent amplement justifiées d'autant plus qu'elles ne briment en aucune façon les droits et privilèges de la majorité.

Au moment où notre pays traverse la plus grande crise de son histoire et où tout devrait être mis en oeuvre pour favoriser l'unité de tous les Canadiens, l'intervention du premier ministre **Getty** nous semble maladroite, inappropriée et intempestive.

Nous nous voyons dans l'obligation de nous dissocier de ces déclarations qui nous apparaissent comme très regrettables. Nous invitons les Franco-Albertains, les représentants des groupes ethniques de notre province et toutes les personnes de bonne volonté à ne pas perdre courage devant ce qui leur aura sûrement semblé comme un pas important en arrière dans le débat constitutionnel actuel. Nous espérons que, malgré d'inévitables accrocs, les Canadiens et Canadiennes sauront tout mettre en oeuvre pour poursuivre dans l'harmonie l'édification du Canada de demain. ■